

Les subsides

[Français]

M. Leblanc: Madame la Présidente, j'écoutais le député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) tantôt justement qui pleurait quasiment en parlant des femmes qui auraient des chances de perdre leurs emplois après une entente de libre-échange avec les Américains. Au contraire, madame la Présidente, j'ai eu l'occasion de dîner avec le président de l'Association des manufacturiers du textile qui me disait qu'il avait hâte que l'Accord de libre-échange soit signé parce qu'il est convaincu que les Canadiens et les manufacturiers du textile canadien sont très concurrentiels avec les entreprises américaines. Le problème, ce ne sont pas les Américains, ce sont les autres pays dans le monde, et comme l'Entente est faite strictement entre le Canada et les États-Unis, cela va permettre à nos entreprises canadiennes de grandir et de produire du textile à meilleur compte. Après cela, on pourra prendre le grand marché européen, japonais et autres. C'est comme cela. Les entreprises grandissent et on va créer de nouveaux emplois pour les femmes justement qui vont travailler dans le textile.

Ce n'est pas dans la confection des vêtements, et ce depuis plusieurs années, que le Canada n'est plus concurrentiel. Encore une fois, le Canada n'est pas concurrentiel, mais ce n'est pas avec les Américains, c'est avec les autres pays. Il est complètement faux de penser que, suite à la signature de l'Entente de libre-échange avec les Américains, le nombre des emplois va diminuer. Au contraire, nous avons des chances qu'il augmente parce que la vraie concurrence dans le textile n'est pas avec les Américains justement. Or c'est complètement faux d'entendre parler ce matin les députés du Nouveau parti démocratique et le député qui vient tout juste de prendre la parole. Ce qui est le plus malheureux, c'est que c'est un excellent acteur, parce qu'il pleurait quasiment lorsqu'il parlait des emplois qui seraient perdus pour les femmes. Imaginez-vous! Quand il sait très bien, madame la Présidente, qu'il n'y aura pas d'emplois perdus chez les femmes. Au contraire, nous risquons d'augmenter les emplois chez les femmes dans le domaine du textile.

M. Rossi: As-tu rencontré les gens du textile et de l'UPA?

La présidente suppléante (Mme Champagne): Un très court commentaire. Le temps est presque terminé. L'honorable député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) a la parole.

M. Boudria: Madame la Présidente, je serai bref. J'ai en main un document qui a été préparé par la Commission féminine de l'Ontario, et je veux citer seulement une phrase qui est attribuée au groupe suivant *The Canadian Economic Council of Canada*, et je cite:

[Traduction]

Le Conseil économique du Canada en est arrivé à la conclusion que «proportionnellement, les hommes y gagneront plus que les femmes sur le plan de l'emploi» et que «les pertes d'emplois de femmes seront proportionnellement plus élevées... Cette situation sera due à une plus forte diminution de l'emploi dans le textile, dans les fabriques de tricots et dans le vêtement, secteurs qui emploient beaucoup de femmes.»

Cette étude a été effectuée par un groupe très compétent, et je la signale au député qui a posé la question.

[Français]

J'aimerais ajouter que j'ai trouvé intéressante la question venant du député qui représente, je pense, la circonscription où est le bureau chef de l'Union des producteurs agricoles du Québec.

[Traduction]

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Madame la Présidente, j'ai l'impression très nette que cet accord commercial est le plus grave problème auquel le Canada s'est heurté depuis un siècle.

Nous étions très déprimés lorsque nous en avons discuté dans notre caucus, loin des débats publics et des délibérations de la Chambre des communes. Nous avons sincèrement l'impression que cet accord sape les fondements mêmes de notre souveraineté.

En admettant que le gouvernement poursuive cette démarche jusqu'au bout, ce qu'il entend faire très certainement, c'est la nature même de notre pays qui s'en trouvera chambardée. Beaucoup d'entre nous sont persuadés que, dès l'an 2 000, nos liens économiques et culturels nord-sud auront cédé la place au courant nord-sud. Ceux d'entre nous qui représentent l'Ouest savent combien cette force d'attraction nord-sud se fait sentir actuellement. Sans moyens pour protéger notre économie, notre évolution économique et culturelle suivra ce cours inexorablement.

L'accord de libre-échange est tellement sérieux que le premier ministre (M. Mulroney) donne l'impression de sacrifier notre pays pour pouvoir conclure cet accord et sauver ainsi la face, politiquement parlant.

Maintenant, on demande aux Canadiens et aux parlementaires d'acheter chat en poche. Le public n'a pas pu se renseigner sur les conséquences de cet accord. On ne lui en a pas présenté les données élémentaires, encore moins un aperçu sur l'importance de certaines questions encore en suspens, et je parle surtout de la disposition prévoyant une période de sept ans pour définir la notion de subvention. Voilà qui est particulièrement de mauvais augure compte tenu de toutes les implications qu'une telle notion comporte. Aucun texte définitif n'a été arrêté à l'intention du comité. On nous impose un calendrier de travail absolument ridicule. Nous avons évidemment ces séances d'une journée, qui ont commencé dans ma province de la Colombie-Britannique hier, une véritable comédie. En fait, il s'agit d'une insulte envers la population et les Canadiens qui ont le droit d'être informés au sujet de cet accord et de toutes ses conséquences catastrophiques pour leur pays et leurs emplois.

Les conservateurs veulent qu'on leur fasse confiance. Tout à l'heure, un député a laissé entendre qu'on devrait laisser ces questions aux gens compétents et croire ce que les soi-disant experts nous disent. Le premier ministre nous demande d'avoir foi dans son accord commercial avec les États-Unis.

Je voudrais revenir sur le bilan du gouvernement et rappeler aux Canadiens une fois de plus à quel point le gouvernement est digne de confiance, et dans quelle mesure on peut compter sur les déclarations du premier ministre. Permettez-moi de revenir en 1983, alors que le premier ministre était candidat à la direction de son parti. A l'époque, alors qu'il parlait du libre-échange, il a déclaré que nous serions submergés et que, dans certains secteurs importants, nos sociétés ne seraient plus